

Lionel Jospin n'a rien vu

« La France n'est pas la cible privilégiée des terroristes », déclarait avec assurance Lionel Jospin le 29 août 1983...

Selon le ministère de l'Intérieur, le nombre des attentats terroristes s'est élevé pour l'année 1982 à 997, dont, entre autres, 740 pour la Corse et 101 pour Paris et la région parisienne. Ces attentats ont fait 11 morts et 189 blessés.

Pour les seuls mois de juin, de juillet et d'août de l'année 1983, il y a eu 320 attentats faisant 8 morts et 83 blessés (soit près de 3,5 attentats par jour en France ou contre des intérêts français).

Sur ces 320 attentats, 12 ont été revendiqués par l'ARC (Alliance révolutionnaire caraïbe), 12 par les indépendantistes basques (Iparrerak, etc.), 9 par les Arméniens (dont l'Asala, auteur notamment de l'attentat d'Orly qui a fait 6 morts et 56 blessés, dont 9 graves, le Groupe Orly, etc.), 6 par la mouvance révolutionnaire (Action directe, Action pour le communisme, Mouvement anti-nucléaire violent, etc.). Sans parler de la Corse, où l'on dénombre officiellement, depuis le début de 1983, plus de 600 attentats.



MAGAZINE HEBDO
7/10/1983

TOUS LES CHEMINS TERRORISTES MÈNENT AU PROCHE-ORIENT

**On sait tout
aujourd'hui sur
les auteurs de
l'attentat de la
rue Copernic,
sauf le nom des
commanditaires.
Interrogé par
Jean-François
Mongibeaux,
Xavier Raufer
reprend l'enquête
depuis le début.**

Magazine Hebdo : Copernic. De cet endroit symbolique, sont parties beaucoup de pistes. Ont-elles mené quelque part ?

Xavier Raufer : Oui. Au Proche-Orient. A l'heure actuelle, on sait de façon formelle qu'il s'agit d'un groupe de dissidents palestiniens. Mais en disant cela, on repousse la réponse d'une case. On ignore toujours, en effet, quels sont les commanditaires de l'attentat. Tout en en connaissant les exécutants.

- Et les autres pistes ?

- Ah ! Les autres pistes ! L'affaire de la rue Copernic est caractéristique de ce qu'il n'aurait

pas fallu faire. Dès le départ, un rideau de fumée a été jeté. On s'est précipité non pas sur ceux qui auraient pu commettre l'attentat, mais sur ceux dont on espérait qu'ils auraient pu le commettre. Des pressions ont été exercées sur les enquêteurs. On leur a fortement conseillé de ne négliger aucune piste. Ils ont obéi en rageant, car ils savaient pertinemment que ces pistes ne mèneraient nulle part.

- Vous pensez à la fameuse piste espagnole mettant en cause l'extrême droite ?

- Je pense à toutes les pistes imaginables évoquées à l'époque. On était dans une situation affec-



A Paris, la terreur : rue Marbeuf (à gauche) et rue des Rosiers.

Une seule certitude : le bain de sang a été commandité depuis le Proche-Orient. Par qui ?

tive, passionnelle. La communauté juive avait été frappée. Cela ouvrait certaines portes. Et le ministre de l'Intérieur, qui est un politique, ne pouvait pas les négliger. D'autant que, souvenez-vous, nous étions à la veille d'une échéance électorale décisive.

- *Aujourd'hui, peut-on dire que le dossier est bouclé ?*

- Absolument. Sauf qu'il n'y aura jamais personne de condamné. D'ailleurs, quelques semaines avant l'attentat, les services de renseignements savaient que quelque chose se tramait. Ils s'attendaient à un mauvais coup en provenance du Proche-Orient, fomenté par de petits noyaux de Palestiniens dissidents. Ces informations ont été confirmées. Mais vous savez, à ce niveau, cela concerne les services de renseignements. Et ils ne sont pas bavards. Il est disons vraisemblable que l'un des hommes qui a participé à l'assassinat de Issam Sartaoui à Lisbonne a trempé dans l'affaire de la rue Copernic. Il s'agit de gens proches de dissidents du FPLP (Front de libération populaire de la Palestine). On sait de façon formelle par où ils sont passés. Par Chypre. Cela n'a pas une grande signification car tout le monde sait que dans tous les ports du Proche-Orient, on trouve des passeports chypriotes. On peut même, à la limite, les acheter dans certains bureaux de tabac.

- *Vous n'exagérez pas un peu ?*

- Pas du tout. Au moment de la guerre civile à

Chypre, en 1974, des tonnes de documents ont disparu dans les bâtiments officiels, notamment dans les mairies, avec les cachets adéquats, etc. L'Etat chypriote n'est plus en mesure aujourd'hui de garantir à 100 % l'authenticité d'un passeport.

- *Pour en revenir à l'attentat de la rue Copernic, vous disiez tout à l'heure qu'on n'en connaît pas les commanditaires. On a tout de même des soupçons, non ?*

- Bien sûr. Mais les services de renseignements ne se prononcent pas en termes de soupçons, mais en termes de certitudes. Pour Copernic, il peut y avoir une douzaine de commanditaires. Je vous rappelle qu'on a sur l'échiquier, en action permanente, plusieurs services secrets : un égyptien ; un irakien ; un syrien ; trois libyens, oui, trois ; un grec ; un turc ; un italien ; un américain ; un soviétique ; un français. Tout ce que l'on sait, c'est que les exécutants ont disparu dans la fournaise libanaise. Et comme je vous le disais tout à l'heure, le fait, pour les enquêteurs, d'arriver au Proche-Orient, c'est reculer d'une case. Bref, les exécutants, dont certains ont sans doute été liquidés depuis, sont venus du néant et sont retournés au néant...

- *En termes de certitudes, c'est plutôt maigre...*

- Non. On sait exactement d'où ils sont venus, comment et par où ils sont repartis. Voilà ce qu'on a réussi à démêler. Vous savez, les services de

L'attentat arménien d'Orly, le 15 juillet dernier. Les « trêves » négociées par

le gouvernement se retournent contre lui.



renseignements israéliens ont eux aussi, bien sûr, menés une enquête très serrée. Ils n'en ont pas livré toutes les conclusions, mais ce que l'on sait, c'est qu'ils s'attendaient à trouver beaucoup de choses l'an dernier au Liban, et qu'ils ont été déçus à cet égard.

– *Que s'attendaient-ils à trouver ?*

– Des documents. Des listes de noms, etc. Et tout dans les sanctuaires palestiniens, dans les caches, etc. La seule chose dont ils ont fait état, c'est une liste de sympathisants. Avec des noms de journalistes. Mais cela n'impliquait nullement qu'il s'agissait de terroristes. Le fait de dire que tel journal, par exemple, *Libération* a une sensibilité plutôt pro-palestinienne, noms à l'appui, il n'y a pas de quoi fouetter un chat, n'est-ce pas ?

– *A propos de journalistes, ceux qui ont lancé, suivi et relancé la piste espagnole étaient-ils de bonne foi selon vous ?*

– Je le crois. Cela a en effet excité quelques-uns d'entre eux en quête d'un « coup », d'un scoop, surtout quand ils appartenaient à un journal de droite. Une façon de dire : « Vous voyez, on est honnête, on tape une fois à droite, une fois à gauche ! » Les policiers savaient dès le départ, eux, qu'il s'agissait d'une impasse.

– *Mais comment les policiers savaient-ils dès le départ qu'il s'agissait, comme vous dites, d'une « impasse » ?*

– Pour en arriver à des actes violents, pour poser une bombe, il faut être désespéré (ou agent d'un service secret, mais là, c'est un autre problème). Et les militants d'extrême droite ne sont pas et n'étaient pas du tout désespérés à ce moment-là. Ils disaient depuis longtemps « Giscard va nous amener les sociaux-communistes ». Leur analyse s'est vérifiée et ils en sont enchantés. Des gens pour lesquels la situation est aussi favorable (voir Dreux) ne posent pas de bombes. Comment les policiers savaient-ils que les néo-nazis étaient hors du coup pour Copernic ? Vous savez, les militants d'extrême droite fréquentent souvent les mêmes bistrotts qu'eux dans la banlieue parisienne. Si ceux-ci projettent d'asperger de peinture un sous-secrétaire d'Etat, le dernier des agents en képi le sait des semaines à l'avance.

– *Ce n'est pas la même chose pour l'extrême gauche ?*

– Non, pas du tout. Il y a dans ces milieux une forte tradition de clandestinité. Souvenez-vous des « porteurs de valises » du FLN. Les Brigades rouges italiennes, les groupes arméniens, la fraction armée rouge allemande, les Grapo ont une technologie, une méthodologie de la lutte armée, avec des réseaux gigognes, des structures primant sur les individus, une dialectique dans les relations avec l'Etat, qui s'inspirent des services secrets de l'Internationale communiste. A côté de cette tradition « kominternienne », existe une autre tradition terroriste : celle qu'illustre parfaitement l'IRA irlandaise. Dans cette mouvance, on trouve différents « fronts » tels que le FLNC corse, l'ETA basque. Là, il y a une connotation idéologique floue, ce qui permet à ces mouvements de ratisser plus large. Ces « fronts », eux, ne sont pas forcément marxistes-léninistes comme les organisations « kominterniennes ». Disons que si la Corse, le Pays basque ou la Palestine accédaient à l'indépendance, ils ne deviendraient pas fatalement des démocraties populaires. En d'autres termes : si Yasser Arafat devenait chef d'Etat, il ressemblerait davantage à un Lecanuet local qu'à un Staline.

– *Si je vous suis bien, la France doit aujourd'hui faire face à deux nébuleuses terroristes : la « kominternienne » et l'« ulsterienne ». Dans ces conditions – qui ne sont pas tout fait celles de l'Italie ni celles de la RFA – n'est-il pas plus facile pour un gouvernement socialiste ne désavouant pas sa filiation marxiste, de traiter avec les mouvements dits « kominterniens » ?*

– Absolument pas. Plus le gouvernement est à gauche, plus les organisations, qui ont choisi la lutte armée, le taxent de trahison vis-à-vis de la

se ouvrière. D'ailleurs, le fait de traiter avec une organisation terroriste constitue une double surprise. La capacité de ce genre de dialogue trouve vite ses limites. En prenant langue, par exemple, avec Action directe, le gouvernement Mauroy n'allait bien sûr pas se transformer en un soviet d'ouvriers, de soldats et de paysans, de même qu'Action directe n'allait pas se transformer en une nouvelle tendance du PS. Les deux interlocuteurs se trouvent vite coincés.

– *Exit la négociation, restent donc la prévention et la répression ?*

– Exact. En matière de prévention, on devrait d'ailleurs s'inspirer de la méthode italienne. Le général Della Chiesa avait créé une université spéciale pour étudier les Brigades rouges. Il a ainsi formé de véritables « brigaderougeologues » capables de parler et de penser comme leurs adversaires, capables de prévoir leurs actes comme des joueurs d'échecs prévoient les coups de leurs partenaires. C'est ce qu'a tenté, depuis un an, le commandant Prouteau et son équipe. Il faudrait leur donner davantage de moyens pour aller dans ce sens, plutôt que de leur chercher des poux dans la tête. On en est loin en France où la lutte antiterroriste reste cantonnée à l'action policière classique. Même si elle est exercée excellemment par la DST. De plus, cette lutte antiterroriste met en jeu sept organismes : une division de la DST, une section de la direction centrale des RG, un groupe aux RG de la préfecture de police de Paris, la section antiterroriste de la brigade criminelle, la 6^e section de la direction centrale de la Police judiciaire, sans oublier certains éléments de la DGSE (ex-Sdece) et de la gendarmerie. Il y a une grande dispersion et une certaine concurrence et les gens se retrouvent au Blat (Bureau de lutte antiterroriste), créé solennellement il y a un an, plus pour poser des questions que pour fournir des réponses. Si on avait réalisé à quel point le FLNC s'inspirait des méthodes de l'IRA, qui fascine littéralement les séparatistes corses, on aurait pu prévoir certaines choses, anticiper sur leur stratégie, démonter leur dialectique. D'ailleurs, à propos de la Corse, puisque vous avez parlé de répression, voilà un bon exemple de gaffes. On a fait intervenir sur le terrain des gens moins officiels, disons, que le commissaire Broussard et son équipe. Cela aurait pu être efficace avec des agents suprêmement adroits. Mais aujourd'hui on pense plutôt à des amateurs. Avant 1981, il y avait des spécialistes qui savaient pratiquer ce genre de coups tordu avec un certain succès, je dirais une certaine élégance. Mais ils ont été mis sur la touche ou ils ne veulent plus intervenir dans le nouveau contexte. On a l'impression que leurs successeurs se conduisent plutôt comme des pieds-nickelés ! Cela va rendre les choses considérablement difficiles. D'un coup sec, le gouvernement s'est lui-même tiré la carquette sous les pieds. Résultat, on passe par des officieux complets, c'est-à-dire tout et n'importe quoi. Hier c'était la lutte contre l'OAS avec des truands. Aujourd'hui la Corse. Mais l'histoire l'a montré, on a encore plus de mal à se débarrasser des seconds que des premiers.